

Marisol TOURAINES

*Indre-et-Loire (3^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [J.O. du 20 novembre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, franchises médicales [2 octobre 2007] (p. 2495)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 162, posée le 25 mars 2008. Transports ferroviaires. TGV (J.O. Questions p. 2477). Appelée le 25 mars 2008. Ligne sud Europe Atlantique, construction, Indre-et-Loire (p. 884)

n° 332, posée le 10 juin 2008. Télécommunications. Haut débit (J.O. Questions p. 4772). Appelée le 10 juin 2008. Accès, zones rurales (p. 3154)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Arnaud Montebourg : s'associe à M. Montebourg pour demander la présence de la ministre de la santé ; réclame, en qualité de déléguée du président du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche, une suspension de séance [24 octobre 2007] (p. 3213)

Interroge le Gouvernement sur l'éventualité de l'instauration de règles particulières pour le départ à la retraite des avocats plaidant dans un tribunal d'instance appelé à disparaître [25 octobre 2007] (p. 3240)

Demande au Gouvernement s'il entre dans ses intentions d'instaurer pour les avocats un dispositif favorisant le départ à la retraite anticipée de ceux d'entre eux dont la carrière serait pénalisée par la

suppression de tribunaux d'instance [25 octobre 2007] (p. 3265)

Rappelle que Madame Génisson et elle-même ont demandé au Gouvernement sa position sur l'intention qui lui est prêtée d'encourager le départ à la retraite à 55 ans des avocats [25 octobre 2007] (p. 3266)

Rappelle son interrogation du Gouvernement sur l'intention qui lui est prêtée d'encourager le départ à la retraite à 55 ans des avocats [25 octobre 2007] (p. 3267)

Demande au Gouvernement de faire preuve "d'esprit de démocratie" en déposant des amendements devant la commission et non à la dernière minute en séance publique [26 octobre 2007] (p. 3365)

Demande à la présidence de ne pas accélérer le débat ni refuser la parole [26 octobre 2007] (p. 3421)

Justifie l'attitude du groupe socialiste dans le débat [24 septembre 2008] (p. 5085)

Assure que les amendements de son groupe visent à améliorer le texte [30 septembre 2008] (p. 5225)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Son intervention (p. 1678)

Thèmes :

Politique sociale : exclusion : précarité (p. 1679)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : départements (p. 1680)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : minima sociaux (p. 1680)

Travail (p. 1679)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1679)

Travail : heures supplémentaires : retraites (p. 1679)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) : salaires (p. 1679)

Travail : taux d'activité (p. 1679)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Son amendement n° 244 (p. 1788)

Son amendement n° 246 (p. 1791) : adopté après modification (p. 1792)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad. n° 215 de M. Michel Liebgott (cotisation employeur à l'assurance chômage : modulation et majoration en fonction du nombre d'emplois précaires et de la durée des contrats de travail) (p. 1824)

Intervient sur l'ad. n° 213 de M. Michel Liebgott (entreprises de plus de 20 salariés : majoration de 10 % des cotisations sociales employeur afférentes aux salariés à temps partiel s'ils représentent plus de 25 % de l'effectif) (p. 1828)

Article 8 (expérimentation du revenu de solidarité active)

Son intervention (p. 2056)

Article 9 (expérimentation du revenu de solidarité active)

Son intervention (p. 2067)

Article 10 (expérimentation du revenu de solidarité active)

Son intervention (p. 2071)

Après l'article 11

Intervient sur l'ad. n° 466 de M. Michel Liebgott (négociations collectives salariales de branche et dans les entreprises dès septembre 2007) (p. 2077)

Déclaration du Gouvernement n° 245 sur les régimes spéciaux de retraite

[3 octobre 2007] (p. 2533)

Son intervention (p. 2539)

Thèmes :

Emploi : seniors (p. 2541)

Politique sociale : cohésion sociale : droits (p. 2539, 2542)

Politique sociale : inégalités (p. 2539 et s.)

Professions judiciaires et juridiques : clercs de notaire : femmes (p. 2540)

Retraites : généralités : pouvoir d'achat (p. 2539, 2541)

Retraites : généralités : réforme (p. 2539 et s.)

Retraites : généralités : solidarité (p. 2539)

Retraites : généralités : cotisations : stock options (p. 2540)

Retraites : généralités : montant des pensions (p. 2541, 2542)

Retraites : généralités : pénibilité de l'activité antérieure (p. 2542)

Retraites : généralités : pensions de réversion (p. 2541)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : dialogue social (p. 2539, 2540)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : Banque de France (p. 2541)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : SNCF (p. 2540, 2541)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3183) : rejetée (p. 3191)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : assurance complémentaire (p. 3183 et s.)

Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 3184 et s.)

Emploi : seniors (p. 3186)

Enseignement supérieur : professions médicales (p. 3188)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 3188)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 3186)

Politique sociale : solidarité (p. 3183 et s.)

Produits dangereux : amiante (p. 3188)

Professions de santé : internes (p. 3187)

Professions de santé : médecins : installation (p. 3187 et s.)

Retraites : généralités : pouvoir d'achat (p. 3185)

Retraites : généralités : cumul avec une activité professionnelle (p. 3186)

Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 3185, 3188)

Retraites : généralités : montant des pensions (p. 3185 et s.)

Retraites : généralités : réforme (p. 3185)

Santé : accès aux soins (p. 3186 et s.)

Santé : maladie d'Alzheimer (p. 3186)

Santé : soins : coût (p. 3186 et s.)

Sécurité sociale : contribution sur les stock-options (p. 3185, 3188)

Sécurité sociale : cotisations (p. 3186)

Sécurité sociale : déficit (p. 3184)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 3183 et s.)

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Article 4 (objectif d'amortissement rectifié de la Caisse d'amortissement de la dette sociale - CADES - et prévisions de recettes rectifiées du Fonds de réserve pour les retraites - FRR)

Son intervention (p. 3208)

Article 5 (diminution du montant de la dotation et du plafond de dépenses du fonds d'aide à la qualité des soins de ville - FAQSV)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Arnaud Montebourg (cf. supra) (p. 3213)

Article 8 et annexe B (approbation du rapport fixant un cadrage quadriannuel)

Son intervention (p. 3226)

Avant l'article 9

Son rappel au règlement (cf. supra) [25 octobre 2007] (p. 3240)

Son amendement n° 386 (taxe additionnelle à la contribution sociale sur les revenus du patrimoine due au titre des plus-values financières) (p. 3247) : rejeté (p. 3249)

Son amendement n° 385 (taxe additionnelle à la contribution sociale sur les revenus financiers due au titre des plus-values financières) (p. 3248) : rejeté (p. 3249)

Article 9 (diverses dispositions relatives aux contributions pharmaceutiques)

Ses rappels au règlement (cf. supra) [25 octobre 2007] (p. 3265, 3266, 3267)

Article 10 (prélèvement social sur les préretraites et les indemnités de mise à la retraite)

Son intervention (p. 3275 et s.)

Ses amendements n°s 524, 519 et 523 (p. 3278 et s., 3283)

Article 12 (suppression des exonérations pour les organismes d'intérêt général en zone de revitalisation rurale - ZRR)

Ses interventions (p. 3289 et s.)

Article 16 (non-compensation de certaines mesures d'exonérations ou d'exclusion de l'assiette sociale)

Son intervention (p. 3305)

Article 19 (approbation du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires de base)

Son intervention (p. 3314)

Article 25 (modifications de la procédure d'alerte et des modalités d'entrée en vigueur des accords conventionnels prévoyant des revalorisations tarifaires)

Son intervention (p. 3326)

Article 28 (amélioration de l'information des assurés et du contrôle des caisses d'assurance maladie sur les dépassements d'honoraires)

Ses interventions (p. 3338 et s.)

Après l'article 29

Intervient sur l'ad n° 397 de M. Jean-Marie Le Guen (possibilité pour l'Union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire d'émettre un avis sur la valeur des lettres-clés et sur les tarifs des actes et prestations) (p. 3355)

Article 30 (aménagement du champ de la convention nationale des médecins libéraux et introduction de la possibilité pour les caisses primaires d'assurance maladie de conclure des contrats avec les médecins conventionnés)

Son rappel au règlement (cf. supra) [26 octobre 2007] (p. 3365)

Article 31 (expérimentations de nouveaux modes de rémunération des professionnels de santé et de financement de la permanence des soins par les missions régionales de santé - MRS)

Ses interventions (p. 3377 et s.)

Article 32 (répartition des professionnels de santé sur l'ensemble du territoire)

Ses interventions (p. 3386 et s.)

Article 35 (création d'une franchise sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux)

Ses interventions (p. 3407 et s.)

Son rappel au règlement (cf. supra) [26 octobre 2007] (p. 3421)

Répond à de M. Jean-François Copé : assure M. Copé de la bonne volonté de son groupe dans le but d'un achèvement des travaux dans une durée raisonnable (p. 3422)

Avant l'article 53

Son amendement n° 518 deuxième rectification (rapport au Parlement sur les conclusions de la conférence sur la revalorisation des pensions de vieillesse) (p. 3428) : rejeté (p. 3430)

Article 53 (objectifs de dépenses de la branche vieillesse pour 2008)

Son intervention (p. 3430)

Article 70 (extension du contrôle médical aux bénéficiaires de l'aide médicale de l'État - AME - et des soins urgents)

Son amendement n° 515 (de suppression) (p. 3504)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 novembre 2007] (p. 4493)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4498)

Son intervention (p. 4504)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 4498, 4504 et s.)

Politique sociale : solidarité (p. 4504)

Retraites : généralités : montant des pensions (p. 4504 et s.)

Sécurité sociale : déficit (p. 4498, 4504 et s.)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 4498)

Explications de vote et vote [22 novembre 2007] (p. 4513)

Ses explications de vote (p. 4514)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 4514)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474) ; [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adit n° 63 de M. Jérôme Cahuzac (baisse du taux réduit de TVA) (p. 5476)

Intervient sur l'adit n° 142 de M. Gaëtan Gorce (allègement de cotisations sociales lié à l'augmentation des salaires décidée dans le cadre d'un accord d'entreprise ou d'un accord de branche) (p. 5479)

Son amendement n° 33 (majoration de la contribution d'assurance chômage des employeurs abusant des emplois précaires) (p. 5480) : rejeté (p. 5482)

Son amendement n° 30 (majoration des cotisations sociales patronales des employeurs abusant du travail à temps partiel) : rejeté (p. 5482)

Article 1er (modalités de conversion en argent d'un certain nombre de droits à congés)

Ses interventions (p. 5497 et s.)

Proposition de loi n° 711 relative à la journée de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 mars 2008] (p. 985)

Article 1er (organisation de la journée de solidarité dans le secteur privé)

Son intervention (p. 986)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1569, 1601)

Son intervention (p. 1593)

Thèmes :

Syndicats : représentativité (p. 1593 et s.)

Travail : accords interprofessionnels (p. 1593 et s.)

Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 1594)

Travail : contrats à durée indéterminée (p. 1593)

Travail : précarité (p. 1593 et s.)

Discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1608) ; [16 avril 2008] (p. 1643, 1673)

Article 1er (affirmation du contrat à durée indéterminée comme forme normale de la relation de travail et information des représentants du personnel sur le recours à l'emploi temporaire)

Son intervention (p. 1613)

Article 4 (encadrement et sécurisation des licenciements)

Son intervention (p. 1655)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 29 (équipement des immeubles pour le très haut débit)

Ses interventions (p. 3078 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 1061 sur le débat d'orientation des finances publiques pour 2009

[15 juillet 2008] (p. 4519, 4551)

Son intervention (p. 4541)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 4542)

Assurance maladie maternité : prestations : franchises (p. 4551)

Emploi : seniors (p. 4542)

Politique sociale : solidarité (p. 4542)

Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 4542)

Sécurité sociale : cotisations : exonération (p. 4541)

Sécurité sociale : déficit (p. 4541)

Sécurité sociale : remboursement de la dette sociale (RDS) (p. 4541)

Projet de loi n° 1005 relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 juillet 2008] (p. 4739, 4759, 4796)

Après l'article 2

Intervient sur l'adit n° 15 de la commission (relèvement progressif de l'âge minimal de dispense de recherche d'emploi et suppression de cette dispense en 2012) (p. 4821 et s.)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978); [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) [25 septembre 2008] (p. 5114)

Article 1er (crédit d'impôt au profit des entreprises concluant un accord d'intéressement – Versement d'une prime exceptionnelle d'intéressement)

Ses interventions (p. 4993 et s.)

Article 2 (modalités d'utilisation des sommes versées au titre de la participation)

Ses interventions (p. 5031, 5047)

Après l'article 2

Intervient sur les adts identiques n°s 1234 à 1255 de M. Christian Eckert (délibération de l'assemblée générale sur le rapport entre la plus haute et la plus basse rémunération dans la société) (p. 5054)

Intervient sur les adts identiques n°s 1098 à 1145 de M. Christian Eckert (suppression du "bouclier fiscal") (p. 5066)

Intervient sur les adts identiques n°s 810 à 857 de M. Christian Eckert (baisse des taux de la TVA) (p. 5079)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 septembre 2008] (p. 5085)

Article 3 (modernisation de la procédure de fixation du SMIC)

Son intervention (p. 5120)

Après l'article 3

Intervient sur les adts identiques n°s 1647 à 1668 de M. Christian Eckert (application du SMIC à l'ensemble des salariés quel que soit le mode de rémunération du travail effectif) (p. 5132)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2008] (p. 5143, 5186) ; [30 septembre 2008] (p. 5215)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5167) : rejetée (p. 5175)

Thèmes :

Emploi : contrats aidés (p. 5169)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 5168)

Jeunes : insertion professionnelle (p. 5169)

Politique sociale : insertion (p. 5167)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion : Parti socialiste (p. 5167)

Politique sociale : minima sociaux (p. 5168)

Politique sociale : pauvreté : travailleurs (p. 5167)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : expérimentation (p. 5167)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : financement (p. 5168)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : histoire (p. 5167)

Travail : précarité (p. 5169)

Travail : travail à temps partiel (p. 5170)

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 8 (organisation départementale du dispositif d'insertion)

Son intervention (p. 5220 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [30 septembre 2008] (p. 5225)

Article 9 (adaptation et harmonisation du cadre juridique et financier des structures d'insertion par l'activité économique et dispositions de coordination dans le code du travail)

Ses interventions (p. 5230, 5265 et s.)

Article 10 (contrat unique d'insertion)

Ses interventions (p. 5271 et s.)

Article 11 (aménagements du contrat d'accompagnement dans l'emploi)

Son intervention (p. 5275)

Article 12 (abrogation des contrats d'avenir et des contrats d'insertion-revenu minimum d'activité et aménagements du contrat initiative emploi)

Son intervention (p. 5278)

Article 1er précédemment réservé (principes des politiques d'insertion)

Ses interventions (p. 5284, 5293)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Ses interventions (p. 5296, 5356 et s., 5366, 5385 et s., 5393 et s., 5405)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 228 rectifié précédemment réservé de M. Roland Muzeau (pas d'exonération des heures supplémentaires pour les entreprises de plus de 10 salariés comportant plus d'un quart de salariés à temps partiel) (p. 5407)

Intervient sur l'adt n° 304 précédemment réservé de Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont (pas d'exonération des heures supplémentaires pour les entreprises de plus de 10 salariés comportant plus d'un quart de salariés à temps partiel) (p. 5407)

Article 3 précédemment réservé (modalités de compensation des charges nouvelles incombant aux départements du fait de l'extension prévue de leurs compétences)

Son intervention (p. 5412)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 580 rectifié précédemment réservé de la commission (RSA non constitutif de

critère unique d'attribution d'aides sociales par les collectivités territoriales) (p. 5416)

Article 14 (entrée en vigueur de la réforme)

Son intervention (p. 5417)